

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 114 - VENDREDI 9 SEPTEMBRE 2011

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Maman a gagné : Jacquot ne pourra pas voter Hollande. ●

AGENDA MILITANT

→ 15 Septembre

Paris [Rencontre avec les auteurs de Un troussage de domestique](#)

→ 16-18 Septembre

La Courneuve [Fête de l'Humanité](#)

→ 17 Septembre

Paris [Journée de débats avec la Revue des Livres](#)

→ 18 Septembre

Fouesnant [Algues vertes : pas de solution sans révolution de la production](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Initiatives

[Santé atteintes aux droits et «traitement forcé»](#)
[Après l'émotion : Pour les Roms apportons des solutions !](#)

→ Monde

[Palestine-Israël : des outils pour argumenter](#)

→ A lire

[La Revue des Livres n° 1](#)

Assemblées citoyennes, vite !

Les économistes libéraux et les gouvernements de droite sont décidément de tristes comiques. Une nouvelle récession arrive et ils tombent des nues. La Grèce ne se sort pas de la spirale infernale austérité-dépression, ils s'en étonnent. Reconnaître que la politique d'accumulation des plans d'austérité est une ânerie, inutile d'y penser ! alors, la solution : amplifier ce qui n'a pas marché. Il faudrait donc aller plus vite dans l'austérité, taillez dans le vif des dépenses sociales, des retraites, des salaires, encore plus démembrer les contrats de travail et inscrire ces dispositions dans la constitution.

En France, nous rentrons dans le dur des effets de ce programme : l'école, la santé tombent en lambeau et ne tiennent que par l'engagement de celles et ceux qui y travaillent, les associations qui maintenaient le lien social se voient privées d'une grande partie de leurs moyens, le chômage, celui des jeunes en particulier, connaît une progression dramatique et les disparités sociales s'accroissent.

Une telle situation mériterait que l'ensemble de la gauche fasse son travail de déconstruction des contre vérités assénées par la droite et ses experts médiatiques quant à la nature de la crise. C'est en effet la condition pour que celles et ceux qui subissent cette crise s'autorisent à dire non et à l'instar de nombreux peuples rentrent en lutte. Le spectacle que donne la gauche sociale-libérale est de ce point de vue affligeant, n'hésitant pas à approuver la perspective de l'austérité, n'osant pas remettre en cause la légitimité d'une dette accumulée pour sauver les profits des banques, et n'affichant que batailles d'écuries présidentielles.

C'est donc à notre gauche de relever le défi, engager en cette rentrée le bras de fer sur le terrain des idées, des luttes sociales, environnementales et politiques.

Les partis et organisations qui construisent le Front de Gauche peuvent, ensemble, être la clé de voûte de ces batailles. L'aspiration à l'unité, face à une situation difficile, nous donne des responsabilités immenses. Avec notre rassemblement nous avons franchi un premier pas, nous passons enfin de l'incantation pour l'unité au début de sa réalisation, difficile parfois, mais en faisant converger nos forces, on avancera. Il nous reste à construire une dynamique populaire profonde qui s'ancre avec ses assemblées citoyennes dans les quartiers et les entreprises.

● Yann Cochin, Alain Montaufray,
membres de Convergences et Alternative

Pour l'émancipation de tous inventer l'école commune

Face à la dégradation du système scolaire et l'aggravation de son caractère ségrégatif, il faut, au-delà de l'analyse critique des politiques néo-libérales, des réponses radicales, cohérentes et crédibles s'inscrivant dans notre projet de transformation sociale.

Les politiques d'inspiration néo-libérale menées depuis plusieurs décennies accablent l'école en diminuant ses ressources, en dégradant les conditions de formation et de travail de ses personnels, en intensifiant la concurrence entre établissements et entre élèves, en aggravant toujours plus le caractère ségrégatif du système. Il ne suffit pas, pour y faire face, de critiquer le néo-libéralisme et de revendiquer le maintien de ou le retour à l'école « républicaine ». Les politiques néo-libérales se présentent comme des réponses à la crise du système scolaire aujourd'hui. Contester efficacement le caractère non démocratique de ces réponses suppose que l'on soit en mesure d'en proposer d'autres, dont la cohérence et la crédibilité puissent emporter la conviction. C'est sur l'école unique elle-même - instaurée dans les années 1960 - qu'il faut faire porter la critique : ce n'est pas le néo-libéralisme qui a inventé les inégalités scolaires dont l'ampleur apparaît de moins en moins supportable, et l'échec scolaire de masse dont sont victimes les enfants de milieux populaires n'a pas commencé avec les suppressions de postes d'enseignants de ces dernières années. Le besoin à cet égard d'un grand projet pour l'école, à la hauteur de ce que fut le plan Langevin-Wallon à l'issue de la deuxième guerre mondiale, nous paraît incontournable. La campagne électorale qui commence, dont l'école constituera à l'évidence un des thèmes privilégiés, doit en être l'occasion pour les forces

déterminées à faire avancer un projet de transformation sociale.

Aucune démocratisation de masse sans suppression de la mise en concurrence des élèves, au cœur de la conception de notre modèle scolaire, et sans réexamen d'ensemble des dispositifs pédagogiques aujourd'hui à l'œuvre.

La sélection sociale, qui se faisait autrefois avant l'entrée dans le système scolaire, passe aujourd'hui par l'école, et particulièrement par un système d'orientation résultant d'un processus de distillation progressive conduisant aux voies et filières du lycée et « écartant », au passage, plus de 150 000 élèves qui sortent chaque année du système éducatif sans aucun diplôme qualifiant, au risque de la marginalité sociale. Si l'on refuse de prendre acte des effets dramatiques que produisent les inégalités sociales et culturelles à l'école en les ignorant ou en les aménageant, il n'y a guère qu'une solution : les supprimer. Encore faut-il s'en donner les moyens. Après cinq décennies d'expérimentations et de réformes aboutissant à la

persistance, voire à l'aggravation des inégalités et de l'échec scolaire d'une part importante des élèves, notre conviction est que ce modèle d'organisation scolaire n'est pas amendable : aucune démocratisation de masse n'est concevable sans la suppression de la mise en concurrence des élèves, qui est au cœur de la conception de notre modèle scolaire, et sans un réexamen d'ensemble des dispositifs pédagogiques aujourd'hui à l'œuvre. Il est vain donc d'espérer un véritable élargissement de l'accès aux savoirs sans une refondation de notre système éducatif. C'est pourquoi nous proposons de substituer à l'actuelle école prétendument unique **l'école commune** portant la scolarité obligatoire à dix-huit ans, débouchant sur l'obtention d'un **baccalauréat de culture générale et technologique** à l'issue de la classe de première et une orientation vers une formation professionnalisante ou vers la poursuite d'études longues en terminale sanctionnée par un « **baccalauréat de spécialité** ».

Mais n'y a-t-il pas quelque utopie à envisager une école démocratique sans que la question de la démocratisation de l'ensemble de la vie sociale ait été résolue ? Cette objection méconnaît la marge de jeu non négligeable dont disposent, dans un état donné des rapports sociaux, les protagonistes de l'acte éducatif. Mais surtout cet argument méconnaît combien l'école est aujourd'hui intimement constitutive de l'ensemble des rapports sociaux, au point qu'il ne paraît pas ●●●

●●● illégitime de le retourner : « Pas de société démocratique sans école démocratique ! ». **Nous concevons en ce sens la démocratisation de l'école comme un moment et un moteur de la transformation sociale d'ensemble.** Un moment qui a sa spécificité, et qui ne sera pensé par personne d'autre que par les citoyens qui ont investi leur intérêt et leur énergie dans ce domaine. Un moteur qui a besoin à ses côtés d'autres moteurs : mais eux ont aussi besoin de lui. Une démocratisation massive de l'accès aux savoirs élaborés suppose des modifications majeures dans les modes de produire et de vivre, fortement consommatrices de hauts niveaux de qualification ; et inversement la maîtrise démocratique des technologies les plus développées, la protection de l'environnement, l'intervention active des citoyens dans l'organisation et la conduite de la vie sociale, etc. exigent une élévation massive de la formation des jeunes générations.

UNE ÉCOLE DE L'INTELLIGENCE ET DE LA CULTURE POUR TOUS

Le concept de « haut niveau de culture commune » comme finalité principale d'un système éducatif réellement démocratique est, à juste titre, souvent utilisé dans le vocabulaire revendicatif de la plupart des organisations progressistes. Il répond à une exigence d'émancipation, de justice sociale et de citoyenneté.

Certes, le savoir et la culture ne sont pas émancipateurs en eux-mêmes. Mais l'ambition d'une transformation émancipatrice de la société par le dépassement de toutes les formes de domination, d'exploitation et d'aliénation passe par l'extension infinie des champs du savoir et de la culture accessibles à tous afin que chacun puisse maîtriser les potentialités qu'offre le développement multiforme de la civilisation des hommes ; s'épanouir selon ses aspirations propres, quels que soient ses choix professionnels ou

intimes et accéder à une citoyenneté pleinement assumée du fait de la compréhension du monde dans lequel il vit. Il ne saurait donc y avoir de véritable émancipation - individuelle et collective - sans maîtrise d'un haut niveau de connaissances et de culture par tous.

L'ambition d'une transformation émancipatrice de la société par le dépassement de toutes les formes de domination, d'exploitation et d'aliénation passe par l'extension infinie des champs du savoir et de la culture accessibles à tous.

Pour les tenants d'une société fondée sur les inégalités et la compétition entre individus, le système éducatif doit répondre aux exigences de formation, de maintien et de renouvellement de chacun des groupes sociaux constitutifs tant au niveau intellectuel qu'à celui de la qualité de la force de travail. Schématiquement : classes populaires vouées aux fonctions d'exécution, classe moyennes assumant les fonctions d'encadrement intermédiaire nécessitant une formation intellectuelle plus élevée, et classes dirigeantes ayant besoin, pour assurer leur domination, d'une culture de haut niveau. Parcours, formes et contenus de formation doivent donc être adaptés à ces objectifs. Dans cette perspective, la « démocratisation » consiste à aménager des dispositifs permettant aux plus « méritants » des élèves issus d'une classe sociale inférieure d'accéder - dans des conditions et en nombre étroitement

contrôlés - d'accéder aux formations des classes supérieures.

A l'inverse, nous pensons qu'une conception réellement démocratique de l'enseignement doit viser l'épanouissement maximum des capacités de chaque individu et son émancipation, d'où une exigence de culture et de formation les plus élevées possible pour chacun en fonction de ses aptitudes et de ses goûts, quelle que soit par ailleurs sa place dans l'organisation sociale et celle du travail. C'est l'option de la transformation de la société, l'école étant à la fois objet et outil de cette transformation..

Dans l'école républicaine dite « école unique », ou « école de l'égalité des chances », le culte du mérite individuel tient lieu de boussole et de critère de justice : sa démocratisation progressive sous la poussée à la fois des luttes sociales et des évolutions de l'économie a conduit, dans le dernier quart du XX^e siècle à la construction d'un système de démocratisation de la sélection sociale et de réorganisation des filières scolaires qui assurent le tri dans la hiérarchie des places sur la base des résultats scolaires des élèves et garantissent la reproduction sociale. Mais selon les experts de l'OCDE et de la Commission européenne, ce modèle ne correspond plus, aujourd'hui, aux besoins de formation de la force de travail de « l'économie de la connaissance » en construction dans le cadre du néo-libéralisme mondialisé. Les réformes introduites par le gouvernement Sarkozy marquent, de ce point de vue, une accélération considérable du processus de déreglementation/recomposition du système entrepris depuis plus d'une décennie par les gouvernements successifs. L'objectif est d'ailleurs clairement affiché : il s'agit, grâce à un partage assumé de l'accès aux savoirs entre ceux qui devront se contenter d'un « socle commun » étroitement utilitaire et ceux qui auront la ●●●

●●● possibilité d'accéder à des études supérieures, de remodeler le salariat en profondeur afin qu'il puisse répondre aux nouveaux critères – quantitatifs et qualitatifs – de la division capitaliste du travail.

UNE EXIGENCE D'EFFICACITÉ AU NIVEAU DE L'ÉCONOMIE

Un accroissement continu du poids des connaissances et des compétences dans les activités de travail, l'explosion des savoirs et la révolution informationnelle exigent une formation et une qualification accrues, une formation professionnelle repensée et, de plus en plus, continue « tout au long de la vie » active. Les capacités à analyser, à conceptualiser, à délibérer et à communiquer prennent une dimension décisive dans l'exercice des métiers, y compris manuels. Elles apparaissent de plus en plus comme des qualités essentielles dans une économie en perpétuelle évolution, au point que les connaissances purement techniques acquises au niveau de la formation initiale risquent d'être rapidement caduques si elles ne sont pas régulièrement réactualisées à l'aune de nouvelles exigences. Des métiers nouveaux, à forte exigence de savoirs, apparaissent chaque jour, tandis que d'autres disparaissent, et il ne sera plus rare de changer plusieurs fois de métier dans une vie professionnelle. Ces bouleversements supposent la mise en place d'un système de formation initiale plus riche, faisant plus et mieux appel à une culture générale et technologique démultipliant les ressources intellectuelles des individus, ressources sur lesquelles ils pourront s'appuyer pour que soient efficaces les adaptations, voire les ruptures, permettant la reconstruction permanente des savoirs professionnels tout au long de la vie. Aujourd'hui, le consensus large qui s'est

établi tant dans la gauche réformatrice que dans la plupart des organisations d'éducation populaire (que résume très bien l'appel dit « de Bobigny ») autour du principe du « socle commun de connaissances et de compétences » imposé par la loi Fillon de 2005 brouille le paysage, obscurcit les perspectives, et ne peut que différer la maturation de solutions démocratiques. L'élaboration et la mise en débat de propositions alternatives apparaît dans ces conditions un impératif incontournable et urgent pour les partisans d'une transformation démocratique du système éducatif.

La priorité accordée à la culture commune pose du coup de façon nouvelle la question de la formation professionnelle initiale qui ne peut venir qu'en prolongement, dans la continuité de la formation générale.

CONSTRUIRE L'ÉCOLE COMMUNE, JUSQU'AU BACCALURÉAT

L'école commune que nous préconisons se fixe comme objectif l'acquisition par tous les jeunes d'une culture commune de haut niveau.

Nous proposons de *construire un parcours scolaire commun à tous les élèves dès l'entrée à l'école enfantine (1) jusqu'à 18 ans* et assurant la réussite scolaire de chacun. Il s'agit d'organiser la scolarité de tous les jeunes autour d'un tronc commun de disciplines de culture

générale auquel pourraient s'ajouter diverses activités sportives, artistiques et culturelles. L'objectif de cette *scolarité commune* serait l'obtention d'un **baccalauréat de culture générale** à l'issue de la classe de première, mariant la transmission des savoirs fondés sur les acquis scientifiques historiques, fruits de la rigueur intellectuelle et de la raison nés au sein des grandes civilisations humaines avec ceux issus du monde du travail et des pratiques professionnelles, les savoirs relevant de la maîtrise du corps (EPS) et ceux de la sensibilité (éducation artistique et culturelle), assurant ensemble l'ouverture aux approches différentes de l'autre et du monde et associant en permanence démarches théoriques et pratiques dans l'organisation des apprentissages. Bien entendu, il faudra, lors de la définition de ce cursus, redéfinir la place, le contenu et la progressivité de chaque discipline : dans cette perspective nouvelle de polyvalence et de pluridisciplinarité, la hiérarchie entre disciplines comme les ruptures inhérentes au système actuel sont appelées à s'effacer. La priorité ainsi accordée à la culture commune pose du coup de façon nouvelle la question de la formation professionnelle initiale qui ne peut venir qu'en prolongement, dans la continuité de la formation générale. *Dans ce schéma, la formation à un métier, quel qu'il soit, n'interviendrait qu'après l'obtention du baccalauréat d'études générales*, selon des modalités prenant en compte la spécificité de chacun des métiers et débouchant dans tous les cas sur un diplôme qualifiant. Nous proposons donc que la classe de terminale des lycées fasse l'objet d'enseignements plus largement optionnels, débouchant sur l'obtention d'un **baccalauréat de spécialité**, premier palier d'orientation pré-professionnelle.

Il faudra, bien entendu, prévoir les ●●●

(1) Nous préférons ce terme à celui d'école « maternelle », qui privilégie symboliquement un contenu relationnel essentiellement affectif au détriment de l'acquisition des savoirs premiers qui conditionneront, dès l'entrée au CP, l'entrée dans la culture écrite.

●●● situations exceptionnelles où le parcours théorique viendrait à être entravé par des « accidents de vie » (scolaire ou autre) mettant en cause la progression normale de la formation. Les membres de l'équipe pédagogique concernée, éventuellement aidée par des spécialistes extérieurs, seront chargés dans ces situations de mettre en place des dispositifs temporaires, individuels ou collectifs, adaptés à chaque cas et ne marginalisant pas l'élève, seuls les élèves affectés de handicaps sévères étant susceptibles d'être pris en charge dans des écoles spécialisées. La créativité professionnelle des enseignants sera ici fortement sollicitée et favorisée par leur formation.

Ouvrir des « espaces citoyens pour une transformation progressiste de l'école » réunissant, bien au delà des seuls enseignants, les parents, les jeunes, les salariés et toutes les catégories de personnels éducatifs.

SUR LA MÉTHODE

Un tel projet ne se conçoit que dans la durée : il exigera la détermination de priorités, et la mobilisation de moyens considérables, tant humains que financiers. Ce sera, bien sûr, affaire de compromis entre forces sociales et organisations représentatives, traduits en lois, règlements et circulaires. Mais nous sommes aussi convaincus que, pour paraphraser un auteur célèbre, « *l'émancipation des citoyens sera l'œuvre des citoyens eux mêmes... ou ne sera pas* ». C'est pourquoi nous préconisons d'ouvrir des « espaces citoyens pour une transformation progressiste de l'école » réunissant, bien au delà des seuls enseignants, les parents, les jeunes, les salariés et



toutes les catégories de personnels éducatifs. Appuyons-nous sur les travaux des chercheurs en sciences de l'éducation qui montrent, s'il en était besoin, que tous les enfants sont éducatifs et que seule manque une réelle volonté politique appuyée sur un élan collectif pour changer la face des problèmes et enclencher des changements prometteurs. Il faut transformer en priorité l'école enfantine et élémentaire, pour en faire réellement l'école de la réussite scolaire de tous dans l'acquisition des outils intellectuels et culturels d'une scolarité réussie et dans les apprentissages premiers. Le reste suivra. Tant que cet objectif ne sera pas atteint, rien ne sera possible en aval, et on continuera à chercher de nouvelles formules de compensation pour gérer l'échec scolaire, la diversification des voies de formation étant une de ces modalités insuffisamment réparatrice malgré quelques succès incontestables. Bien sûr, nous nous plaçons dans le

cadre d'un changement politique, qui impliquera que l'on donne à l'école les moyens du changement : moyens quantitatifs en personnels, mais aussi qualitatifs, notamment par une réforme démocratique de la formation initiale et continue des enseignants aujourd'hui délibérément sacrifiée. Il faudra également en finir avec la caporalisation en cours du système à tous les niveaux, et redonner la liberté et le pouvoir d'initiative aux personnels, qui doivent « reprendre la main » sur leur métier. Car nous sommes convaincus que rien ne se fera sans leur engagement volontaire dans les transformations à mettre en œuvre, encore moins contre eux.

Le Front de Gauche peut être porteur de ces propositions : discutons-en !

● Bernard Calabuig et José Tovar

Un verrou qui décide de l'immédiat

La crise du capitalisme fait la démonstration de l'inefficacité des recettes utilisées. Selon les sondages, une majorité en France juge le capitalisme « inamendable », mais cette même majorité ne sait comment faire de son jugement une arme politique. Or, jusqu'à présent, le débat institué élude cette question et se place sur les effets d'une crise à répétition et non sur ses causes. Du fait du bilan désastreux du collectivisme soviétique et de l'inefficacité actuelle des nationalisations, le risque existe de chercher à contourner le problème.

Je crains que l'immédiateté de la question soit sous-estimée. IL manque au mouvement des « Indignés » en Espagne ou en Grèce, comme levier à toute construction politique, de trouver les moyens de pouvoir imposer ses vues en maîtrisant l'économie. Ne pas faire de *qui détient le pouvoir sur l'économie* un objectif équivaut même, à notre corps défendant, à ce que toute lutte ou toute promesse de transformation induise l'illusion que le capitalisme serait aménageable. Pour l'instant, même très à gauche, on n'ose en tirer des mesures radicales. Plus d'un siècle de luttes ont fait la démonstration que de grandes conquêtes sociales et démocratiques étaient possibles sans aborder ce rapport d'exploitation. Les congés payés, l'accroissement du pouvoir d'achat, la protection sociale et une réelle ascension sociale pour des milieux ouvriers en portent témoignage. Mais les dernières victoires datent de 40 ans. Aujourd'hui, cette occultation nourrit une ambiguïté au sein des luttes. Il ne s'agit en rien de leur retirer quoi que ce soit de leur valeur, mais de s'interroger si, de ne jamais poser cette question, ces luttes ne drainent pas avec elles l'illusion d'un capitalisme aménageable.

UNE POLLUTION IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE.

Depuis les années soixante dix, le clivage gauche-droite s'est substitué au clivage travail-capital. De ce fait,

alternative et alternance se sont confondues. Les nationalisations ou les privatisations n'apparaissent que comme un simple changement de propriétaire. La défense indispensable des statuts ou des tarifications ne compensent pas la vulnérabilité qui en découle. Et comment mettre en cause les rapports d'exploitation sans affronter la question de la propriété ?

Cela nous conduit aux rapports de domination. Ils n'ont réellement fait leur apparition que grâce au féminisme, aux migrants, mais dans ces cas, ils apparaissent trop souvent comme ne concernant pas l'économie. De ce fait la question des pouvoirs a disparu des acquis du XX^e siècle. On défend la Sécu sans la sentir différemment qu'une administration. Entreprises nationales, services publics connaissent le même handicap. La critique du système soviétique serait à reprendre. Le pouvoir d'Etat sur l'ensemble de l'économie et de la société a reconduit le rapport d'extériorité vis-à-vis de toute chose. Ce rapport de subordination à tout pouvoir institutionnel a été occulté.

La nation n'est pas l'Etat mais le peuple rassemblé, la socialisation n'est pas propriété sans propriétaire. Il ne peut y avoir d'appropriation collective autrement que par l'autogestion. Ce n'est pas l'étatisation, encore faut-il pour cela critiquer le caractère hétéronome du pouvoir d'Etat et considérer qu'il n'est pas l'expression d'une *souveraineté populaire*. La socialisation des grands moyens de production, de services et des circuits financiers suppose que cela veuille dire exercice d'une citoyenneté qui arrache des prérogatives jusque-là réservées à l'Etat à l'aide de modalités qui évidemment, restent à travailler. Que le fantôme du passé ne nous paralyse pas !

● Pierre Zarka

Chaque semaine, dans cette chronique, retrouvez alternativement Roger Martelli et Pierre Zarka

Le doigt dans le clafoutis

Heureux étudiants...

...de la fac de sciences économiques de Marseille et des autres universités. Si votre prof vous avait demandé un jour : « *Au fait, combien y a-t-il d'ouvriers en France ?* », qu'auriez-vous répondu ? « *300 000, M'ssieur.* » « *Vous êtes modeste.* », aurait rétorqué le prof, poli. « *400 000 alors !* ». Silence prolongé. « *900 000 !* », aurait lancé votre audacieuse voisine. Silence. « *Allez, bon : 1 million !* », aurait surenchéri le fayot du premier rang. Et votre prof de vous dire : « *Non. 6 millions.* » Vous et votre voisine, à voix basse : « *Tu parles, il compte les employés.* » Mais votre prof, retors, aurait cité Olivier Marchand, de la direction des Statistiques démographiques et sociales dans « *50 ans de mutations de l'emploi* » (Insee n° 1312 – sept. 2010.) : « *Aujourd'hui, on ne recense guère plus de 6 millions d'ouvriers, soit moins d'un emploi sur quatre.* » Votre voisine, ébaubie : « *Nous avons dû oublier les ouvriers du bâtiment. Et de la route. Et du livre. Et puis les ouvriers agricoles. Et paysagistes...* »

Honnêtement, malheureux qui lisez ce billet, qu'auriez-vous répondu ?

Il fut un temps où la classe ouvrière devait être l'avenir du monde. Est-ce une raison pour oublier aujourd'hui ouvrières et ouvriers ? Considère-t-on qu'un quart des salariés ne sont plus moteurs de rien ? Accepte-t-on qu'une catégorie de la population en soit conduite à s'effacer, à se vivre en trop dans la société ? A la sortie du campus, des salariés de l'industrie étaient en grève. « *Vous ne voyez que nos mains noires. Mais vous devriez comprendre notre colère, car on ne sait plus quoi faire de nous.* », enseignaient-ils aux journalistes, aux étudiants et aux profs.

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine



Non au délit de solidarité humanitaire !

Dans un article de Cerises du 1er avril 2011, Serge Guichard, président de l' Association de Solidarité en Essonne aux familles roumaines et roms, retraçait « Une belle journée de solidarité, de dignité, de refus de l'exclusion et du mépris ».

Le 26 mars, les habitants d'un bidonville situé sur un terrain appartenant au Conseil général de l'Essonne sur les communes d'Ormoix, Villabé et Corbeil, et l'association de solidarité avaient organisé une grande opération de nettoyage solidaire. Plus de 2 000 sacs poubelles ont été remplis en quelques heures par plus de 50 amis de l'Association et les familles Roms. Le soir, la police municipale, puis des élus de Corbeil venaient tenter l'intimidation, mais les gendarmes présents faisaient constater qu'il n'y avait aucune entrave à la circulation et que tout était calme. Le jour-même, le président de l'Agglomération d'Evry décidait de faire reprendre le ramassage des ordures qui n'était plus assuré depuis des mois. Depuis, le ramassage régulier des ordures est effectif.

L'action a été utile.

L'ASEFRR continue d'agir pour des dératisations, des aides et des suivis sanitaires, pour l'accès au travail et à la scolarisation... Elle insiste sans relâche pour qu'un travail sérieux et concret se mette enfin en place comme cela existe en Ile de France, dans certaines villes de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Début juillet, coup de théâtre, Serge Guichard a reçu une assignation à comparaître en pénal au tribunal d'Evry le 22 Septembre à 14h pour délit de « dépôt d'immondices sur la voie publique ». Depuis huit ans, l'association s'efforce d'apporter un peu de soutien, d'aide sociale et

morale dans les bidonvilles et squats roms de l'Essonne. Ses actions, publiques et ouvertes, sont reconnues et appréciées. Comment admettre que trois mois plus tard une convocation au tribunal soit remise au président de l'ASEFRR ? Il faut exiger l'arrêt de ces poursuites.

Défendons notre droit démocratique à nous indigner et à agir.

Mettons tous les élus devant leur responsabilités au sujet des inadmissibles conditions de vie imposées aux Roms.

Serge est un militant reconnu au-delà des frontières pour son action inlassable contre le racisme, les murs dressés

entre les peuples et toutes les dominations et aliénations. Il a déjà connu des sanctions en tant qu'élus pour ses actions de solidarité avec des migrants.

Dans cette période de systématisation des arrestations de sans-papiers et des discriminations, d'opérations indignes de bannissement territorial exécutées avec des moyens de transport public, de mise en avant des

questions de « sécurité » afin d'évacuer les vraies questions, et de rapprochement droite/extrême droite, ne pas rester sans réaction face à cette injustice s'impose pour tous les lecteurs de Cerises.

● Claude Riwan

Pour signer la pétition et accéder au blog, il suffit de cliquer sur ce lien :

<http://soutienasergeguichard.over-blog.fr/>

* <http://www.youtube.com/watch?v=BtDmYPIHn8g&NR=1>



Opération nettoyage 26 mars 2011 (reportage en ligne *)

Cent pages et des silences.

Le nouveau PARI communiste de Pierre Laurent.

Pour la Fête de l'Huma, Pierre Laurent publie un court texte pour affirmer le nouveau Pari communiste. Un an après son élection, le secrétaire national du parti entend-il mettre en route une nouvelle ambition ? lecture.

Cela fait partie des traditions : les dirigeants communistes écrivent des livres. En principe, ce ne sont pas des ouvrages de circonstance, ni lus ni vendus, juste là pour provoquer des retours presse et des plateaux téléés. Le plus souvent, ces livres relèvent d'autres nécessités, celles d'exposer aux cadres militants les orientations nouvelles de leur parti. Georges Marchais écrit le *Défi démocratique* pour commencer à jeter les bases d'un « socialisme à la française » qui voulait s'émanciper de la tutelle soviétique. Robert Hue engagea la « mutation » avec le livre du même nom. Le Parti communiste venant de prendre la décision de ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle, on attendait du livre de Pierre Laurent, sorti pour la Fête de l'Huma, une explication de texte de cette position, son inscription dans une vision stratégique de long terme. Peut-être allait-il esquisser des éléments d'une réponse neuve à l'étiolation du PCF. Ce ne sera pas le cas.

POURQUOI, ALORS, CE LIVRE ?

Explicitement Pierre Laurent veut nous parler de lui, s'émanciper de la tutelle paternelle qui lui a visiblement pesé lors de son élection en juin dernier. Il raconte ses origines familiales, le côté maternel au moins autant que le côté paternel. Ce roman à la première personne est une surprise du livre. Cette envie de ne pas être le « fils à papa » est bien compréhensible. Oui, Pierre n'est pas devenu « sec-gen » parce que fils de Paul. Il est un dirigeant communiste depuis l'âge de vingt ans. Quoi qu'il en dise, il ne fut pas un simple « animateur » des étudiants communistes mais son dirigeant dans les

années 80, quand la contestation de la glaciation marchaisienne commençait à provoquer de sérieux remous. Pierre fut de ceux qui « protégèrent » l'UEC de cette contamination. Il ne fut pas non plus un simple journaliste à l'Huma. Il était, jusqu'il y a peu, le directeur de sa rédaction. Pierre Laurent s'est trouvé historiquement en situation de pouvoir dans des lieux où le danger de contestation est avéré, redouté, combattu par l'appareil communiste. Que pense-t-il de cette expérience ? On ne le saura pas. « *Je ne voulais pas*

Sa culture communiste lui chuchote à l'oreille qu'il faut de la pensée et pas seulement de la volonté et de l'optimisme. Mais il élude.

d'un livre qui, une nouvelle fois, raconte les débats qui ont traversé le Parti depuis des années », expose-t-il dans l'interview qu'il a accordée à *Regards*. Comment il compte « *transformer profondément et durablement* » le Parti, n'est pas dit.

Faisons lui le crédit de le vouloir. Cette première expression du projet « laurentien » inquiète pourtant. Dans ces livres qui racontent les vieilles histoires, on lit les échecs de tous ceux qui ont voulu contourner la difficulté. Marchais, justement, provoqua en 1976 un débat absurde sur la morale pour faire diversion et faire avaler à la sauvette la fin de la dictature du prolétariat. Robert Hue jeta le gant, quitta les lieux de vie du parti, découragé par leur inertie. L'un comme l'autre ont échoué

à faire naître un nouveau PC.

- Bien sûr que Pierre Laurent sait que l'organisme dont il a la charge est à bout de souffle. Il ne peut pas croire que les 3853 adhésions sont le sang neuf qui relancera la mécanique. Sa culture communiste lui chuchote à l'oreille qu'il faut de la pensée et pas seulement de la volonté et de l'optimisme. Mais il élude. Et veut rassurer ceux qui s'inquiètent de la disparition du parti.

Il fait un plaidoyer pour les idées communistes. On ne lui fera pas le reproche de n'avoir pas renouvelé le projet communiste. L'affaire est de longue haleine et n'est certainement pas à la portée du seul PCF. Il manque peut-être de cette modestie qui serait le signe de l'ambition...

Parlons de ce que le PCF peut encore maîtriser, sa stratégie politique. Son caractère décousu, au fil de l'eau est éludé (Mélenchon à la présidentielle, des listes d'union avec les Verts et le PS aux sénatoriales ? ca manque un peu de lisibilité, non ?...). Pierre Laurent consacre ses pages à relativiser la décision de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Il ne faut rien lire de stratégique, juste un bon sens des opportunités politiques. Pas de nouvelle force politique à l'horizon, le PCF ne disparaîtra pas. Pierre Laurent veut rassurer ceux qui ont fait le même choix que lui : continuer. Cela suffira-t-il ?

● Louise Deschamps



Le nouveau PARI communiste de Pierre Laurent, le Cherche-Midi, 120 pages, 10 euros

Appel à contribution

Vous appréciez *Cerises*, vous aimeriez lire de nouveaux numéros d'*Altercommunistes*, vous participerez volontiers à des Journées d'études et d'autres initiatives de l'Association des communistes unitaires. Vous pensez utile qu'elle développe ses activités.

Tout cela a un coût. Aidez-nous à l'assumer en participant au financement de l'ACU. Vous trouverez ci-contre à cet effet bulletin et formulaire. Vous bénéficierez d'une réduction fiscale à hauteur de 66 % de votre contribution à l'Association de financement des communistes unitaires.▶

● Le collectif d'animation de l'ACU

Agir pour la libération de Salah Hamouri



Le comité national de soutien à Salah Hamouri - en prison depuis plus de six ans - vous propose ces timbres, pour vos courriers.

Rendez-vous sur le site : <http://www.salah-hamouri.fr>.



Le numéro 13 de Regards, septembre 2011, est en vente en kiosque pour 5,90€ et par abonnement. Sommaire sur le site regards.fr

Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi,
Gilles Boitte, Michèle Kiintz,
Roger Martelli, Philippe Stierlin,
Catherine Tricot.

Nom : Prénom :.....
 Adresse postale :
 Code postal :..... Ville :.....
 Téléphone : Adresse électronique :

Je souhaite contribuer au financement de l'Association des Communistes Unitaires :

- Je choisis de mettre en place un prélèvement automatique sur mon compte au bénéfice de l'Association de financement des communistes unitaires (AFCU). Je joins le formulaire de prélèvement¹ ainsi qu'un relevé d'identité bancaire. Je pourrais sur simple lettre suspendre ce prélèvement.
- Je procède auprès de l'établissement gestionnaire de mon compte à une demande de virement² automatique mensuel sur le compte de l'AFCU d'un montant de€.
- Je joins à ce bulletin un don sous forme de chèque³ de € à l'ordre de l'AFCU.

L'Association de financement (AFCU) vous adressera, en période de déclaration de revenus, un reçu vous permettant de bénéficier d'une réduction fiscale à hauteur de 66 % du montant versé (jusqu'à 20 % du revenu imposable).

- Je souhaite être inscrit-e sur la liste de diffusion d'informations des Communistes unitaires et de l'hebdomadaire *Cerises*.
- Je suis déjà membre d'une association locale des Communistes Unitaires (merci de préciser le lieu et l'adresse) :
- Je souhaite être contacté pour mettre en place un groupe local des Communistes unitaires.

Fait à le

Signature :

Conformément à l'article 34 de la Loi Informatique et Libertés du 06 janvier 1978, toute personne justifiant de son identité dispose d'un droit d'opposition, d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données nominatives communiquées la concernant. Ce droit peut être exercé en adressant à l'A.C.U. un message électronique à contact.communistes.unitaires@gmail.com, ou en adressant un courrier à : A.C.U.- 14, Square de Tanouarn 35 700 Rennes.

1 Télécharger le formulaire de prélèvement sur le site www.communistesunitaires.net, rubrique « Financement », et l'adresser avec le bulletin à AFCU 18 rue Chateaubriand - 24100 BERGERAC
 2 Télécharger le RIB de l'AFCU sur le site. Adresser le bulletin à : AFCU 18 rue Chateaubriand - 24100 BERGERAC
 3 à adresser à : AFCU 18 rue Chateaubriand - 24100 BERGERAC

DEMANDE DE PRELEVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

N° NATIONAL ÉMETTEUR
577199

NOM, PRENOMS ET ADRESSES DU DEBITEUR	DESIGNATION ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU OCOMPTE A DEBITER

COMPTE A DEBITER				NOM ET ADRESSE DU CREANCIER
Codes RIB				AFCU (siège social) 194 C, rue de Rosny 93100 Montreuil cpte C.Coop n° 4102 0022 478
Etabl.	Guichet	N° du compte	Clé	

Date et signature :

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 1/04/1980 de la Commission Informatique et Liberté.

.....

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous.
En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Etablissement teneur du compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

N° NATIONAL ÉMETTEUR
577199

NOM, PRENOMS ET ADRESSES DU DEBITEUR	DESIGNATION ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU OCOMPTE A DEBITER

COMPTE A DEBITER				NOM ET ADRESSE DU CREANCIER
Codes RIB				AFCU (siège social) 194 C, rue de Rosny 93100 Montreuil cpte C.Coop n° 4102 0022 478
Etabl.	Guichet	N° du compte	Clé	

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé à l'adresse postale de l'AFCU, sans les séparer en y joignant obligatoirement un Relevé d'Identité Bancaire (R.I.B.)

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer les prélèvements présentés par l'Association des Communistes Unitaires d'un montant de€ par mois / trimestre / semestre¹

Fait à, le

Signature

1. rayer la mention inutile

A ENVOYER À L'ADRESSE POSTALE : AFCU - 18 rue Chateaubriand - 24100 BERGERAC